

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 570 27 MAI 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

SAINT ATHANASE (au début de son symbole):

"La bienheureuses Trinité est indivisible et jouit de l'Unité par rapport à Elle-Même. Tu dis : le Père. Son Verbe est là également et aussi l'Esprit, qui est dans le Fils. Tu dis : le Fils. Or le Père est dans le Fils et l'Esprit n'est pas en dehors du Verbe. Unique est la grâce qui, venant du Père par le Fils s'achève dans l'Esprit Saint. Unique est la divinité. Il n'y a qu'un Dieu, qui est au-delà de tout, à travers tout et en tout. »

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

SARKO LE SOCIALISTE

Nicolas Sarkozy continue dans sa lancée dans le développement du socialisme en s'intéressant tous azimuts à des problèmes qui relèveraient normalement du marché privé.

C'est ainsi qu'il a demandé à Henri Novelli, secrétaire d'Etat, de « mettre le paquet » sur le petit commerce. Ce secrétaire d'Etat prépare donc un plan d'action : campagne de communication de trois ans en faveur du commerce de proximité, hausse du budget du fonds de soutien aux petits commerces, création d'un conseil d'orientation de la politique en faveur du commerce de proximité ou encore triplement de l'objectif de réhabilitation des centres commerciaux dans les zones sensibles.

L'on reconnaît tous les stigmates du socialisme ordinaire dans cette liste insupportable.

Intervention abusive de l'Etat qui catalogue les entreprises en diverses catégories afin soi-disant de s'en occuper successivement.

Dépenses de communication abusives avec impôts et chômage à la clé.

Création d'organismes nouveaux générateurs de désordre supplémentaire en même temps de richesse abusive pour les dirigeants.

Simultanément, le pouvoir qui se plaint sans cesse de la crise du logement y compris dans le parc privé, continue à attaquer le logement en lui imposant des formalités et des coûts supplémentaires.

En 2012, les annonces immobilières devront indiquer la « performance énergétique » des maisons et appartements. Le diagnostic correspondant (DPE) est déjà sinon obligatoire tout au moins vivement conseillé ; Il s'ajoute aux innombrables documents qui doivent être présentés lors des signatures.

Tous ces artifices ont des coûts très substantiels qui raréfient les logements ou les rendent plus onéreux.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES NOUVEAUX IMPOTS

La commission des lois vient de voter une taxe sur le chiffre d'affaires des grandes surfaces pour soutenir le commerce et l'artisanat. Elle pourrait coûter 50 millions d'euros par an. Avant d'être définitive, encore, qu'elle soit acceptée en séance publique.

LES FROMAGERS :

Une citation de Nicolas Sarkozy montre bien que le but final des fromagers qui exploitent la France à leur profit est la position ministérielle qui est la plus fastueuse et la plus riche sur le plan financier. Nicolas Sarkozy s'est adressé publiquement à Patrick Devedjian pour lui dire : « Tu fais trop d'erreurs. Tu ne seras jamais ministre » !

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimé. A chacun de juger)

Très chère amie, et très chers amis,

Depuis quelques temps, je me pose la question lancinante suivante :

Y-a-t-il un lien de cause à effet entre le passage aux 35 heures, par rapport aux 39 heures initiales et la faillite de 216 mutuelles signalée par l'ACAM sur les 2091 relevées initialement par cet organisme en Décembre 2005 il ne reste que 1875 actuellement , en Décembre 2007) ?

En effet, je suis assez surpris de la concordance des deux résultats absolus suivants :

-que le passage de 39 heures à 35 heures ait provoqué un effondrement de 10,25641 % de l'activité économique, et donc un effondrement d'un peu plus de 10 % du facteur d'enrichissement économique, donc de croissance économique .

-que 216 mutuelles aient fait faillite sur les 2091 recensées initialement par l'ACAM ou CCAMIP en Décembre 2005. Il n'en reste que 1875 actuellement, en Décembre 2007 .Autrement dit , il y a eu en deux ans 10,33 % de faillites de mutuelles .

On ne peut être que surpris par la similitude de ces deux pourcentages " d'effondrement " traduisant les conséquences d'une politique économique étatique désastreuse voulant à tout prix maintenir l' (In) Sécurité (A) Sociale .

Je souhaiterais savoir s'il existe vraiment cette corrélation terrible entre ces deux résultats ou si ce n'est qu'un curieux hasard (mais est-ce un si curieux hasard que cela ?) .

Je vous remercie de vos infinies gentilleses.

Philippe-Arnaud BRUGIER .

Bonjour,

un commentaire vient d'être posté par Scarlett sur l'article [ARTICLE DU 8 MAI 2008 \(Anniversaire de la libération d'Orléans par Sainte Jeanne d'Arc\)](#), sur votre blog [rupturepolitique](#)

Extrait du commentaire:

Je propose deux changements.1. Dans le Queensland en Australie, les inspecteurs des Impôts sont coresponsables de la pérennité des entreprises qu'ils inspectent. Voilà une réforme à introduire en France de toute urgence.2. Il faudrait permettre à tous les retraités sans exception de travailler autant qu'ils le désirent, sans limite d'âge, et sans limite par rapport à la quantité d'argent gagné.

[voir le commentaire](#)

L'équipe de over-blog.com

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 26 MAI 2008

LES MARINS PECHEURS

De nouveau les marins-pêcheurs sont en colère et de nouveau le gouvernement se précipite pour éteindre un incendie dont il est directement responsable pour s'être enfermé dans un immobilisme évident, bien que masqué adroitement sous une agitation permanente et confuse. Tout le monde a peut-être oublié qu'en novembre 2007, c'est-à-dire il y a peu de mois, une grève de ces mêmes marins-pêcheurs avait déjà eu lieu.

Ces marins-pêcheurs pour obtenir satisfaction ont bloqué des ports de l'Atlantique à la Manche et également des dépôts pétroliers. Donc le 21 mai le gouvernement a promis 110 millions d'euros pour compenser la flambée du gazole et certains marins ont levé le blocus et repris la mer.

Une usine à gaz a été montée à la hâte pour répondre partiellement aux problèmes, usine à gaz provisoire destinée à être remplacée par une autre usine à gaz, selon un rite immuable. Le gouvernement a prévu aussi une aide de 22 millions pour soutenir les entreprises de pêche à se moderniser. Il est clair qu'en les arrosant d'argent volé par la force fiscale aux autres, on créera du chômage ailleurs.

Le point nouveau dans les luttes sociales est que maintenant les routiers donnent la main aux marins pêcheurs, avec des revendications différentes. Des producteurs de porc les ont aussi soutenus. Quant aux médecins libéraux, ils demandent de leur côté des mesures d'urgence.

Au même moment les défilés continuent pour défendre les retraites. Les manifestants ne savent pas où ils en sont ; on a entendu à la radio un retraité de 73 ans se plaindre à juste titre de sa faible retraite ; il allait pourtant défiler pour empêcher les gens de travailler plus alors que, si faible que soit sa retraite, elle lui est versée précisément par les personnes au travail ! Comprenez qui pourra.

Le 23 mai, la colère a repris avec blocage des raffineries, opérations escargots, saccages d'entrepôts de poissons et occupation de la préfecture du Finistère. Aujourd'hui, personne ne sait si le mouvement va s'arrêter.

Il est tout à fait injuste de soutenir les marins-pêcheurs car pourquoi ne pas soutenir les taxis, ou les particuliers qui souffrent également de la hausse du prix de l'essence pour se rendre à leur travail, à leurs occupations ou à leurs loisirs.

Ce que personne ne sait où le veut dire, le voici : les marins-pêcheurs, les taxis, les particuliers ne sont pas victimes du prix du pétrole mais simplement du socialisme que le gouvernement, loin de détruire, ne cesse de développer à grande vitesse. Il l'a fait progresser en France d'une façon marquante en quelques mois avec les calamités habituelles, comme la création de nouveaux impôts, dont certains sur le poisson, la poursuite des dépenses et l'endettement en folie.

Cela dure depuis plusieurs décennies ; il s'agit évidemment aussi bien du socialisme de Monsieur Giscard d'Estaing que de celui de Monsieur Mitterrand, de Monsieur Chirac et, à présent, de Monsieur Sarkozy.

Le socialisme, en effet les a écrasés d'impôts et de charges sociales diverses sans aucun avantage pour eux. De ce fait, ils n'ont pas pu s'enrichir et capitaliser comme ils auraient pu le faire étant donné leurs talents et les énormes ressources poissonnières, de la France. Lorsque l'on capitalise librement, on accumule les ressources nécessaires pour faire face aux divers aléas de son métier, tel qu'il est. Dans leur métier le pétrole joue un rôle important et, normalement enrichis, ils auraient eu les réserves nécessaires pour imaginer eux-mêmes et mettre en œuvre des systèmes pour échapper aux conséquences de la volatilité inévitable de leur poste de dépense principal.

Les voici paralysés devant l'ouragan et tendant la sèbile vers l'État. Le Président de la République a déclaré publiquement en 2007 que le gouvernement les aiderait à moderniser leurs flottes en vue de moins consommer de pétrole ; cette modernisation devrait, dans une société libre, relever du domaine totalement privé, les professionnels pouvant décider seuls.

Une nouvelle fois, le socialisme montre son visage négatif. Empêchant l'ensemble du peuple de s'enrichir légitimement, c'est-à-dire de capitaliser, il creuse sous les pas de tous de multiples calamités et chacun ensuite se retourne contre l'État pour obtenir la correction de ces calamités créées par l'État lui-même. Les tonnes d'argent déversées le sont en pure perte et créent d'autres calamités ailleurs.

Bien entendu les réglementations étatiques s'ajoutent aux impôts et charges pour détruire tous les métiers. Un journaliste a écrit : « si l'on ne réglemente pas la pêche du thon rouge, il n'y aura plus bientôt de thon rouge ». Et alors ? C'est bien avouer dire que dans le système étatiste, il n'y jamais de salut. Les ressources de la mer sont immenses et Dieu a créé plus d'espèces de poissons qu'il n'en faut. Simplement il faut laisser chacun se gérer et gérer son avenir dans le cadre du marché et des organisations professionnelles.

Le pouvoir avait le devoir et la possibilité de réaliser en juillet 2007 la rupture avec le socialisme. S'il l'avait fait, l'ensemble de la nation en aurait reçu les effets bienfaisants dès l'automne 2007. Des problèmes auraient commencé à se résoudre et le gouvernement lui-même aurait dégagé des masses de manœuvre.

A la place nous entendons les responsables du plus haut niveau pleurnicher sur les caisses vides et, les larmes à peine séchées, courir le monde pour les vider encore plus... .

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

VERS LA RUPTURE

Vous voulez vraiment la Libération de la France. Pour cela il faut la RUPTURE. Vous savez qu'elle ne viendra pas, le pouvoir actuel ne voulant surtout pas la faire et s'organisant pour l'éviter.

Vous avez certainement plein d'idées valables pour réaliser cette rupture.

Allez vite, pour faire connaître ces idées en écrivant un ou plusieurs commentaires , sur le nouveau blog :

rupturepolitique.over-blog.com

CITATIONS

Entendu au théâtre des deux ânes :

« Un voleur en Arabie est amputé, un voleur en France est député »

« Chic ! Sarkozy est de passage en France »

REVUE DE PRESSE

BESANCENOT LE MILLIONNAIRE

On peut être révolutionnaire et ambitionner de détruire la société tout en étant à l'abri du besoin. Nous lisons dans Paris-Match des informations au sujet de d'Oliver Besancenot. Lui-même, comment on le sait, est facteur à la poste et gagne environ 1000 € par mois. Mais il a déjà fait une petite fortune ayant été assistant parlementaire en 1999 et 2000 d'Alain Krivine au Parlement européen. Sa compagne est directrice littéraire chez Flammarion.

Le plus drôle est qu'il considère que la révélation de ces renseignements est une intrusion dans sa vie privée. Quand on est homme public on doit accepter ce type d'intrusion et ce n'est pas honteux d'être plutôt fortuné.

CHANTAL DELSOL ET LA CHINE

Chantal Delsol, indique désinformation hebdo, est plutôt classée comme une intellectuelle de droite. En revanche elle énonce des jugements étonnants sur la Chine communiste que nous citons : « un monde culturel, fondée sur des convictions morales souvent bien proches des nôtres, et sur des sagesse qui, si elles ne ressemblent pas à nos religions, proposent des réponses aux douloureuses questions de la vie et du tragique de la vie. Elle entretient un humanisme de respect, comme d'ailleurs toutes les cultures ».

L'hebdomadaire se contente de l'inviter à aller voir ce qu'est le laogai, autrement dit les camps de concentration qui expérimentent l'éducation par le travail, ce qui permet accessoirement aux produits chinois d'être aussi compétitifs. Cela rappelle l'inscription à l'entrée des camps allemands : « le travail rend libre, arbeit macht free ».

LA FORMATION DES PILOTES D'AVIONS

Un haut fonctionnaire écrit à l'excellente association « contribuables associés et indique que l'administration de l'aviation civile forme des pilotes d'avions directement dans un de ses services et ajoute que la France est le seul pays européen dans ce cas. Les autres compagnies forment leurs pilotes eux-mêmes. Le coût de l'organisme d'État est trois fois celui écoles privées qui font le même travail.

Nous avons l'impression que lorsque l'on privatise un service dans quelque domaine que ce soit, on gagne la moitié des coûts : dans le cas de l'aviation c'est donc les deux tiers des coûts que l'on gagnerait si ce travail était dénationalisé.

NOUVELLES D'ESPAGNE

Un chroniqueur de la radio espagnole COPE a déclaré : « le projet des socialistes est de rendre l'Espagne à l'Islam, qu'il a fallu huit siècles pour liquider de la péninsule ».

Voici nos lecteurs bien au courant.

LES BREVES

LES FASTES DE L'EUROPE

Il est évident pour tous les observateurs honnêtes que le mouvement incessant vers davantage d'Europe repose sur l'avidité des eurocrates qui se trouvent parmi les grands privilégiés de notre époque. Le député britannique, Nigel Farage, a pointé du doigt la présidence du Parlement européen dont le budget est en accroissement incessant.

Le président actuel, Pöttering, ne compte pas moins de 46 collaborateurs, dont trois chauffeurs, 13 conseillers, et sept chargés de presse dont le coût total avoisine les 3,5 millions d'euros.

Bien entendu le président justifie ce train de vie somptueux par la nécessité d'être au courant de tout en permanence et par le caractère harassant de son travail. Cela veut bien dire que l'Europe n'est pas du tout orientée vers la liberté du marché mais que c'est un instrument socialiste car si le président est harassé de travail c'est parce que l'Europe veut s'occuper de tout au détriment du marché.

LA CORDE A LINGE

L'écologie se loge réellement n'importe où et là où on ne l'imaginerait pas du tout. Aux États-Unis, au nom de l'écologie, un mouvement prônant de faire sécher son linge dehors plutôt qu'en machine est en train d'émerger.

Un mouvement considérable s'est emparé des populations dans tout le nord des États-Unis pour réhabiliter le vénérable séchoir avec la corde à linge et d'abandonner le sèche-linge. Le motif est naturellement de lutter contre le réchauffement climatique. En effet aux États-Unis les ménages sont responsables de près du quart des gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère et le sèche-linge représente près de 6 % de la consommation d'énergie d'un foyer américain moyen.

Il s'ajoute cependant un autre problème car les voisins peuvent être choqués de ce linge suspendu dehors, ce dénote une certaine pauvreté et un manque de sophistication ; ce n'est pas dans les beaux quartiers que les habitants mettraient leur linge à sécher dehors. L'affaire n'est donc pas finie et de belles batailles sont en perspective, ceci suite à la chimère du réchauffement climatique. Les « adorateurs » du réchauffement prétendent qu'il va conduire à des guerres : cela commence par la guerre entre voisins.

LA DISCRIMINATION EN MAJESTE

Chacun sait que discriminer est un acte normal de l'intelligence mais l'on assiste depuis très longtemps à une lutte contre toute forme de discrimination qui ne plairait pas au pouvoir. Inversement les pouvoirs divers qu'ils soient nationaux ou internationaux encouragent la discrimination dans la mesure où celle-ci leur plaît. Ce désordre est véritablement une attaque contre l'intelligence.

Il est question d'un projet de loi gouvernemental qui définit la discrimination comme le fait qu'une personne soit « traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable ».

C'est évidemment la porte ouverte à tous les arbitraires. Remarquez l'incertitude juridique contenue dans l'expression « ou ne serait » ce qui veut dire que personne ne sait vraiment où se trouve la loi.

LA FOLIE LEGISLATIVE

La ruine du peuple français repose en grande partie sur la folie législative et réglementaire. Aux immenses incertitudes qui proviennent de cette profusion, il s'ajoute les interprétations diverses.

C'est ainsi que dans certains cas les gérants de valeurs mobilières envoient à leurs clients, dans ce temps de déclarations d'impôt, un document les informant de la commission de gestion qu'ils peuvent déduire dans certaines conditions de leurs dividendes.

Ce que les malheureux contribuables-esclaves ne savent pas, c'est que certains directeurs des impôts « n'aiment pas ce type de déduction ». L'avis personnel de ces messieurs est une nouvelle forme d'incertitude.

Horribilis.

DOCUMENTS

(Les documents cités représentent les idées de leurs auteurs sans que la rédaction en soit responsable)

EDUCATION NATIONALE

JEAN-ROBERT PITTE

"Jeunes, on vous ment !" de Jean-Robert Pitte chez Fayard.

Jean-Robert Pitte, qui est président de la Sorbonne, a commis ce petit livre de 130 pages dans lequel il a jugé opportun d'apporter, en même temps qu'il décrit et explique sans complaisance la grande indigence de l'Université française et autres dépendances de l'Etat, sa propre contribution à une nécessaire réforme du système éducatif.

Voici, par exemple, ce qu'il écrit d'une plume extrêmement bien argumentée à propos du CNRS et qui vient à clarifier, dans mon esprit, bien des incertitudes quant à la validité de la recherche publique à la française :

"On n'oubliera pas que le CNRS a été fondé en 1939 sous l'impulsion de Jean Perrin, ancien sous-secrétaire d'Etat du gouvernement Blum, et dirigé de 1944 à 1946 par le physicien communiste Frédéric Joliot-Curie. Le modèle n'est, hélas, autre que l'Académie des sciences de l'URSS, c'est-à-dire d'une recherche

strictement contrôlée par l'Etat et très orientée idéologiquement, s'appuyant sur des chercheurs exclusifs et permanents, ne bénéficiant d'aucune autre stimulation que celle du Comité national où ils s'autoévaluent".

Mon intention n'est pas ici de critiquer pour le plaisir de critiquer une institution qui, manifestement depuis des décennies, ne parvient plus à dissimuler les carences d'une organisation soviétoïde dont l'improductivité spontanée ne trompe plus personne.

Pour sortir de l'impasse, il n'est donc plus possible de réformer seulement à la marge, comme nos hommes et femmes de l'Etat continuent froidement de s'y employer, car c'est le cœur lui-même qui est gravement atteint et vers lequel tous nos soins doivent désormais converger.

Notre réputation dans le monde reculant inexorablement, nous ne pouvons donc plus réellement compter que sur un vrai courage politique que la nouvelle génération de l'[Alternative Libérale](#) est tout à fait prête à proposer aux Français.

BILDEBERG

http://www.wnd.com/news/article.asp?ARTICLE_ID=55917

THE NEW WORLD DISORDER
Secretive Bilderberg meeting set for Turkey
WorldNetDaily.com, 30 May 2007

Kissinger, Rockefeller, media moguls among those scheduled to attend

The super-secret Bilderberg Group, an organization of powerful international elites, is set to meet this week somewhere in Turkey - but even the precise location is a mystery.

The meeting begins Thursday and continues through Sunday.

Those expected to attend include Donald Graham, chairman and chief executive officer of the *Washington Post*, Richard N. Haass, president of the Council on Foreign Relations, Henry Kissinger, David Rockefeller, John Vinocur, senior correspondent of the

International Herald Tribune, Paul Gigot, editor of the editorial page of the *Wall Street Journal*, Nicholas Beytout, editor-in-chief of *Le Figaro*, George David, chairman of Coca-Cola, Martin Feldstein, president and chief executive officer of the National Bureau of Economic Research, Timothy F. Geithner, president and chief executive officer of the Federal Reserve Bank of New York, Vernon Jordan, senior managing director of Lazard Freres & Co., Anatole Kaletsky, editor at large of the *Times* of London and General William Luti, the new "war czar."

According to reports from Turkey, Iran's nuclear weapons ambitions and global energy issues will be on the agenda - but only invitees know for sure.

Welcome to the mysterious world of secret societies.

Did someone say "secret societies"?

"Most people don't realize they exist because their minds have been conditioned to reject any thought of such organizations,"

explains Dr. Stanley Monteith, a medical doctor by training, who set out on a mission to research groups like the Bilderbergers 40 years ago.

The results of his startling research is a little book called "Brotherhood of Darkness," in which he exposes the global agenda of organizations such as the Council on Foreign Relations and the Trilateral Commission.

How important are events like this weekend's Bilderberg conference?

It may not make any difference now, but in 2004, according to the *New York Times*, it was the standout "performance" of Sen. John Edwards at the super-secret Bilderberg meeting in Italy that sealed the deal on his nomination as John Kerry's vice presidential running mate.

Since 1954, the Bilderberg group has convened government, business, academic and journalistic representatives from the U.S., Canada and Europe with the express purpose of exploring the future of the North Atlantic community. The first meeting was held at the Hotel de Bilderberg in the Netherlands - thus the name.

According to sources that have penetrated the high-security meetings in the past, the Bilderberg meetings emphasize a globalist agenda and promote the idea that the notion of national sovereignty is antiquated and regressive.

"It's officially described as a private gathering," noted a BBC report in 2003,

"but with a guest list including the heads of European and American corporations, political leaders and a few intellectuals, it's one of the most influential organizations on the planet."

And according to a BBC report on 2004's conference in Stresa:

"Not a word of what is said at Bilderberg meetings can be breathed outside. No reporters are invited in and while confidential minutes of meetings are taken, names are not noted. The shadowy aura extends further - the anonymous answerphone message, for example; the fact that conference venues are kept secret. The group, which includes luminaries such as Henry Kissinger and former UK chancellor Kenneth Clarke, does not even have a website."

But, counter participants, the secrecy is not evidence of a grand conspiracy, but only an opportunity to speak frankly with other world leaders out of the limelight of press coverage and its inevitable repercussions.

"There's absolutely nothing in it," argues the UK's Lord Denis Healey, one of the four founders of Bilderberg. "We never sought to reach a consensus on the big issues at Bilderberg," he told the BBC. "It's simply a place for discussion."
